



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 16

Loi concernant l'Institut Armand-Frappier

Présentation

**Présenté par
M. Claude Ryan
Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science**

**Éditeur officiel du Québec
1989**

NOTE EXPLICATIVE

Ce projet de loi a pour objet de pourvoir au remplacement du conseil d'administration de l'Institut Armand-Frappier par un conseil d'administration provisoire jusqu'à ce qu'un nouveau conseil d'administration soit constitué conformément à des lettres patentes supplémentaires.

Projet de loi 16

Loi concernant l'Institut Armand-Frappier

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. Le conseil d'administration de l'Institut Armand-Frappier constitué par lettres patentes accordées par le décret 2227-72 du 26 juillet 1972 pris en vertu de l'article 57 de la Loi sur l'Université du Québec (L.R.Q., chapitre U-1) est remplacé par un conseil d'administration provisoire formé:

1° du vice-président à l'administration, du vice-président à l'enseignement et à la recherche et du vice-président à la planification de l'Université du Québec;

2° d'un membre du comité exécutif de l'Université du Québec, qui n'est pas vice-président, désigné par l'assemblée des gouverneurs de l'Université sur recommandation du président de l'Université;

3° d'une personne désignée par le ministre.

Le président du conseil est le membre désigné en vertu du paragraphe 2° du premier alinéa.

Le quorum aux séances du conseil est de trois membres. En cas de partage des voix, le président du conseil a voix prépondérante.

2. Le mandat des membres du conseil d'administration remplacé par la présente loi prend fin, sans avis ni indemnité.

3. Le directeur de l'Institut demeure en fonction pour la durée non écoulée de son mandat, à moins que le conseil d'administration provisoire ne mette fin à ce mandat.

4. L'assemblée des gouverneurs de l'Université du Québec doit proposer au ministre, avant le 1^{er} avril 1990, des lettres patentes supplémentaires au sens de l'article 52 de la Loi sur l'Université du Québec qui pourvoient notamment au remplacement du conseil d'administration provisoire et à la détermination du quorum des assemblées de ce nouveau conseil d'administration.

Le ministre recommande au gouvernement que soient accordées, avec les modifications qu'il estime appropriées, les lettres patentes supplémentaires proposées par l'assemblée des gouverneurs.

Si l'assemblée des gouverneurs ne propose pas les lettres patentes supplémentaires dans le délai prescrit, le ministre peut demander au gouvernement que soient accordées les lettres patentes supplémentaires qu'il propose sans autre formalité.

5. Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science est chargé de l'application de la présente loi.

6. La présente loi entre en vigueur le *(indiquer ici la date de la sanction de la présente loi)*.